



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ (DSC)

UNE NOUVELLE ÈRE POUR LA DISSUASION NUCLÉAIRE ?

MODERNISATION, MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET FORCES NUCLÉAIRES ALLIÉES

Projet de rapport général

Joseph A. DAY (Canada)
Rapporteur général

075 DSC 19 F rév. 1 | Original : anglais | 11 juillet 2019

Tant que ce document n'a pas été adopté par la commission de la défense et de la sécurité, il ne représente que le point de vue du rapporteur général.

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	1
II.	LA POSTURE NUCLÉAIRE DE L'OTAN.....	1
III.	LA MODERNISATION DE L'ARSENAL NUCLÉAIRE MONDIAL	3
IV.	ALLIÉS DE L'OTAN, RUSSIE ET CHINE : GROS PLAN SUR LES PROGRAMMES DE MODERNISATION DES FORCES NUCLÉAIRES	4
V.	QUEL AVENIR POUR LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ?	7
VI.	CONCLUSIONS PROVISOIRES ET RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES DE L'OTAN	8
	ANNEXE : GROS PLAN SUR LES PROGRAMMES DE MODERNISATION NUCLÉAIRE DE L'INDE, DU PAKISTAN ET D'ISRAËL	10
	BIBLIOGRAPHIE	11

I. INTRODUCTION

1. La politique déclaratoire de l'OTAN stipule systématiquement qu'une posture de défense et de dissuasion crédible comprend une combinaison de capacités nucléaires et conventionnelles, ainsi que de défense antimissile. Dès lors, les armes nucléaires restent un élément central de la politique de l'OTAN. Et pourtant, bien que les armes nucléaires soient une composante essentielle de la dissuasion de l'OTAN, la posture nucléaire de l'Alliance et sa manière de gérer ces armes sont des questions qui sont longtemps restées en marge des discussions et du débat sur l'adaptation de la défense et de la dissuasion de l'OTAN.

2. Les développements technologiques intervenus récemment ainsi que les inquiétudes concernant la dégradation du régime mondial de contrôle des armements ont néanmoins fait prendre une autre tournure au débat sur les armes nucléaires des Alliés et la posture nucléaire de l'OTAN, et ramené les forces nucléaires au centre du débat politique et des discussions menées à Bruxelles et dans les différentes capitales des pays alliés.

3. Dans le contexte du regain d'attention suscité par les capacités nucléaires au sein de l'Alliance et dans le monde entier, le présent projet du rapport général fera le point sur la posture nucléaire adoptée par l'OTAN aujourd'hui et soulèvera la question de son avenir. Pour ce faire, ce projet de rapport accordera une place privilégiée aux défis représentés par la volonté de maintenir un régime de non-prolifération efficace à l'échelle mondiale, alors que toutes les puissances nucléaires mondiales investissent dans la modernisation, et parfois même dans l'expansion de leurs capacités nucléaires.

II. LA POSTURE NUCLÉAIRE DE L'OTAN

4. Le pilier nucléaire de l'OTAN repose en grande partie sur les forces stratégiques des États-Unis, ainsi que sur celles de la France et du Royaume-Uni. Les États-Unis comme le Royaume-Uni mettent des armes nucléaires à disposition de l'Alliance au titre de leurs politiques nucléaires nationales respectives¹. Les États-Unis restent favorables à une posture de dissuasion élargie qui protège leurs alliés sous un « parapluie » nucléaire. Pour la mener à bien, les États-Unis disposent de leur triade nucléaire² composée de vecteurs, d'armes non stratégiques déployées à l'avant et d'armes nucléaires rapidement déployables, basées aux États-Unis (département de la défense des États-Unis, 2018). Les moyens de dissuasion nucléaire embarqués du Royaume-Uni sont consacrés à la sécurité du Royaume-Uni et des pays de l'OTAN³.

5. Dans le contexte de l'OTAN, selon certaines sources ouvertes non-gouvernementales⁴, les États-Unis déploient à l'avant quelque 150 armes nucléaires⁵, notamment des bombes à gravité de type B61, en Europe pour une utilisation sur des avions à capacité duale des américains comme

¹ Les États-Unis comme le Royaume-Uni conservent la responsabilité, le commandement et le contrôle de leurs forces nucléaires. Les forces stratégiques navales et aéroportées de la France demeurent indépendantes, même si la politique de sécurité nationale permet à l'Alliance de considérer les forces stratégiques françaises comme « contribuant » à la posture de dissuasion de l'Alliance (OTAN, 2010).

² Têtes nucléaires déployables dans les airs, sur terre et en mer.

³ L'engagement des armes nucléaires du Royaume-Uni à l'appui de la sécurité des pays de l'OTAN est soumis à l'autorisation du premier ministre britannique.

⁴ Lors de la réunion de la DSC en mai 2019, le rapporteur a noté que les informations tirées du rapport sur l'Initiative de réduction de la menace nucléaire cité ci-après n'avaient pas été correctement attribuées. Le rapport cite lui-même des articles du *Bulletin of the Atomic the Scientist*. Le rapporteur sera heureux de clarifier ce point avant de présenter son projet de rapport révisé et actualisé à la commission en octobre 2019.

⁵ Voir par exemple, Andreasen, Steve, Steve, Isabelle Williams, Brian Rose, Hans M. Kristensen et Simon Lunn, " Building a Safe, Secure and Credible NATO Nuclear Posture ", Nuclear Threat Initiative, janvier 2018. https://media.nti.org/documents/NTI_NATO_RPT_Web.pdf

des Alliés. Les Alliés européens fréquemment cités comme exploitant ce type d'avions sont la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie⁶. Ces capacités assurent une large participation des Alliés à la mission nucléaire de l'OTAN et rappellent concrètement l'engagement nucléaire des Etats-Unis envers la sécurité des Alliés européens de l'OTAN (Lunn, 2019)⁷. La décision de maintenir des bombes nucléaires à gravité non stratégiques en Europe répond principalement au fait que la Russie maintient un grand nombre d'armes nucléaires tactiques dans son arsenal (IISS, 2019 ; Andreassen et al., 2018).

6. L'OTAN dispose de structures formelles et informelles pour superviser ses infrastructures nucléaires, ses activités et sa politique. Les principaux groupes formels associés à la planification et à l'exécution de la mission nucléaire de l'OTAN sont le Groupe des plans nucléaires (NPG) et le Groupe de haut niveau (HLG)⁸. Des questions nucléaires sont parfois également soulevées au sein du Conseil de l'Atlantique Nord (Andreassen, 2018). En plus des organes consultatifs et des processus de décision formels, l'Alliance organise aussi des exercices en vue de garantir la rapidité d'exécution d'une mission nucléaire, le cas échéant (Andreassen, 2018).

Les principaux changements intervenus sur la scène nucléaire internationale

7. L'environnement international sécuritaire évolue rapidement, caractérisé par l'apparition d'une concurrence stratégique aiguë entre puissances et de groupes armés non étatiques puissants. La reconfiguration de la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN vise à fournir une sécurité à 360° et à pouvoir faire face à un spectre de menaces complexe, allant de la menace posée par l'attitude agressive de rivaux de puissance quasi égale jusqu'à la menace terroriste. La politique nucléaire de l'OTAN s'adapte, elle aussi, à cet environnement en profonde mutation.

8. Les déclarations des sommets établies après les réunions rassemblant tous les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance sont un instrument clé dont dispose l'Alliance pour articuler sa politique nucléaire. Ces déclarations sont un mécanisme essentiel qui permet à l'OTAN d'asseoir la crédibilité de sa posture nucléaire vis-à-vis de trois publics principaux : les adversaires existants et les possibles futurs adversaires, les gouvernements ainsi que les populations de tous les pays alliés. Les concepts stratégiques de l'OTAN et la revue de la posture de dissuasion et de défense (DDPR) ont également servi à faire état des priorités nucléaires de l'Alliance, mais celles-ci n'ont pas été actualisées depuis 2010 et 2012.

9. La poursuite de la politique agressive de la Russie le long du flanc est de l'Alliance, l'utilisation irresponsable d'une rhétorique nucléaire envers les pays membres de l'OTAN⁹, et le recours à des agents chimiques interdits sur le territoire de l'Alliance¹⁰ ont amené un changement subtil mais important au niveau du langage employé dans les déclarations faites par l'OTAN sur sa politique relative aux armes nucléaires.

⁶ Andreassen *et al.* op cit

⁷ Les bombes B61 assignées aux avions états-uniens et européens sont placées sous le contrôle des États-Unis et ne peuvent être utilisées que sur autorisation présidentielle. Les armes affectées aux avions alliés ne peuvent être utilisées qu'une fois transférées à l'OTAN par le président des États-Unis (Andreassen et al., 2018).

⁸ La France ne fait ni partie du NPG ni du HLG.

⁹ Par exemple, la Russie a mis en garde le Danemark qu'elle dirigerait ses missiles nucléaires vers ses navires si le pays décidait de participer au système de défense antimissile de l'OTAN. (<https://www.reuters.com/article/us-denmark-russia/russia-threatens-to-aim-nuclear-missiles-at-denmark-ships-if-it-joins-nato-shield-idUSKBN0MI0ML20150322>) La Russie a formulé des menaces similaires contre différents autres pays alliés depuis 2014.

¹⁰ Des agents russes ont utilisé une substance neurotoxique de qualité militaire lors d'une tentative d'assassinat perpétrée à Salisbury (Royaume-Uni) le 4 mars 2018. (<https://www.gov.uk/government/news/novichok-nerve-agent-use-in-salisbury-uk-government-response>)

10. Le changement est apparu lors des déclarations des sommets de 2016 et 2018, qui réaffirmaient une position forte de l'Alliance sur le plan nucléaire. La déclaration faite à Bruxelles en 2018 est claire : « Suite aux changements intervenus dans l'environnement de sécurité, l'OTAN a pris des mesures pour s'assurer que ses capacités de dissuasion nucléaire restent sûres, sécurisées et efficaces » (OTAN, Déclaration du sommet de Bruxelles 2018). On peut également lire dans la déclaration : « Étant donné la détérioration de l'environnement de sécurité en Europe, une Alliance nucléaire crédible et unie est essentielle ». Un langage aussi fort donne un signal clair et soudé de la part de l'Alliance sur le caractère essentiel de ses capacités de dissuasion nucléaire au dispositif de défense et de dissuasion de l'OTAN face à une Russie de plus en plus agressive et révisionniste.

11. Les déclarations soulignent que les forces stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis, sont la garantie ultime de la sécurité des Alliés. Ces déclarations insistent aussi sur la nécessité de disposer d'armes nucléaires américaines déployées à l'avant et d'infrastructures soutenues par les Alliés à l'appui de ces armes, ainsi que d'avions à capacité duale pour déployer et larguer ces armes sur leur cible, le cas échéant (OTAN, 2018). Il est intéressant de noter que ce genre de formulations ne figurait ni dans la DDPN de 2012 ni dans les déclarations du sommet du pays de Galles de 2014. L'esprit d'hier, qui consistait à essayer de trouver de l'espace pour une coopération stratégique positive avec la Russie, a été remplacé par un puissant rappel de l'ultime garantie de sécurité pour l'Alliance.

Le regain d'attention pour la posture nucléaire de l'OTAN

12. La reprise d'un débat sur la posture nucléaire de l'OTAN semble se profiler à l'horizon pour les Alliés. Il y a deux facteurs clés à l'origine de ce déplacement de l'attention vers les forces nucléaires de l'Alliance. Premièrement, toutes les puissances nucléaires alliées ont lancé d'importantes initiatives de modernisation de leurs forces nucléaires. Cela a lieu parallèlement à la modernisation des forces de toutes les autres puissances nucléaires dans le monde. Deuxièmement, les initiatives de coopération bilatérale établies de longue date entre les États-Unis et la Russie, et visant à une maîtrise des forces nucléaires et à une réduction progressive des arsenaux sont remises en question. Ces deux points sont examinés dans les sections qui suivent.

III. LA MODERNISATION DE L'ARSENAL NUCLÉAIRE MONDIAL

13. À l'exception de la Corée du Nord, qui en est encore au stade de la mise au point de sa première génération d'armes nucléaires, toutes les puissances nucléaires sont actuellement engagées dans un processus de modernisation de leur arsenal nucléaire respectif.

Le point sur l'état des stocks mondiaux actuels

14. Début 2018, les neuf États dotés de l'arme nucléaire¹¹ possédaient environ 14 465 armes nucléaires¹², soit une nette baisse par rapport à 2017 puisque cela représente 500 armes en moins¹³ (SIPRI, 2018). Cette diminution est le résultat des efforts déployés par la Russie et les États-Unis pour réduire le nombre de leurs forces nucléaires déployées, conformément au traité de 2010 sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques (nouveau traité START). La Russie et les États-Unis possèdent un peu plus de 90 % des ogives nucléaires mondiales, avec 6 850 et 6 450 ogives respectivement (Zala, 2019).

¹¹ À savoir: les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël, et la Corée du Nord.

¹² Faute de preuves officielles tangibles pour attester du développement ou du déploiement de têtes nucléaires par Pyongyang, les chiffres concernant la Corée du Nord ne sont pas inclus dans les estimations totales.

¹³ Les chiffres mentionnés ici rendent compte de la situation au mois de janvier 2018.

15. En comparaison, les arsenaux nucléaires des autres États dotés de l'arme nucléaire sont beaucoup plus petits. Avec leurs 300 et 215 armes respectives, la France et le Royaume-Uni ont eux aussi procédé à d'importantes réductions de leurs arsenaux. Mais la politique nucléaire de chacun de ces pays traduit leur volonté de maintenir des capacités de dissuasion nucléaire crédibles. La Chine compte environ 280 ogives, mais le pays est en passe de moderniser et d'augmenter son stock. L'Inde (130/140 ogives environ) et le Pakistan (140/150 ogives environ) ont également accru leurs capacités nucléaires ces dernières années. Enfin, Israël serait en possession de quelque 80 ogives¹⁴.

16. La Corée du Nord, puissance nucléaire de première génération, se distingue des autres pays dotés de l'arme nucléaire. Bien que l'existence ou le déploiement de têtes nucléaires opérationnelles par Pyongyang reste à confirmer, on estime à entre 10 et 20 le nombre d'armes nucléaires produites par la Corée du Nord (SIPRI, 2018). Le pays a réalisé son sixième essai nucléaire en septembre 2017. La Corée du Nord dispose de 10 types de missiles balistiques à courte et à moyenne portées, et à portée intermédiaire. Elle s'emploie aussi à moderniser sa force nucléaire en cherchant à mettre au point un missile balistique intercontinental sur porteur-lanceur routier capable d'atteindre les États-Unis, ainsi qu'un missile balistique à lanceur sous-marin (SIPRI, 2018). Mais l'on ne sait toujours pas si la Corée du Nord est parvenue à fabriquer une ogive nucléaire suffisamment compacte pour pouvoir être installée sur un missile balistique à longue portée. Pour être plus précis, les observateurs se demandent si Pyongyang est parvenu à développer un véhicule de rentrée opérationnel. Quoi qu'il en soit, la Corée du Nord progresse rapidement et elle devrait être en mesure de fabriquer ce genre de missile d'ici peu de temps (SIPRI, 2018).

17. Malgré les importants efforts de désarmement déployés au cours des dernières décennies, les évolutions géostratégiques régionales et internationales concernent de nouveau principalement les capacités nucléaires, parallèlement à l'accomplissement de progrès technologiques notables.

IV. ALLIÉS DE L'OTAN, RUSSIE ET CHINE : GROS PLAN SUR LES PROGRAMMES DE MODERNISATION DES FORCES NUCLÉAIRES

18. **États-Unis** : les États-Unis sont engagés dans un vaste processus de modernisation de l'ensemble de leur force nucléaire, depuis le stockage jusqu'aux vecteurs d'ogives. Il est prévu que la mise en œuvre de ce programme dure jusqu'en 2046. Son coût est évalué à 1,2 billion de dollars américains, dont 494 milliards seront alloués entre 2017 et 2026¹⁵ (Bureau budgétaire du Congrès américain, 2019). Ce programme de rénovation vise à mettre à niveau la triade de vecteurs nucléaires (terrestres, aériens et navals), les ogives, les infrastructures de soutien ainsi que les systèmes de commandement et de contrôle du pays (SIPRI, 2018). Les États-Unis sont en train de réduire le nombre de types d'ogives nucléaires de 10 à cinq et ils procèdent, via leurs programmes d'allongement de la durée de vie (LEP), à la remise à neuf des ogives restantes (les W76, W80, W87, W88 et les B61) (*Arms Control Association*, 2018). De la même façon, les vecteurs comme l'ICBM *Minuteman III*, le missile balistique à lanceur sous-marin (SLBM) *Trident II* ainsi que les bombardiers B-2 et B-52 font l'objet d'une modernisation (SIPRI, 2018). La marine des États-Unis est également en train de mettre à niveau ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Les nouveaux sous-marins de la classe Columbia viendront remplacer ceux de la classe Virginia.

19. Qui plus est, Washington a entrepris de développer de nouveaux systèmes de sorte à remplacer certains de ses bombardiers et missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) : le B-21 devrait être mis en service au milieu des années 2020 en remplacement des bombardiers B-1 et B-52, tandis que le système de dissuasion stratégique terrestre (GBSD) devrait remplacer le *Minuteman III* en 2028 (Kristensen et Norris, 2018). Les États-Unis prévoient aussi de moderniser

¹⁴ À ce jour, Israël n'a ni confirmé ni démenti posséder un arsenal nucléaire.

¹⁵ Selon les estimations pour la période 2017-2026, 94 milliards de dollars américains de plus que prévu devraient être nécessaires pour les besoins du projet.

leurs armes nucléaires non stratégiques au titre de leur appartenance à l'OTAN. Si le programme de modernisation nucléaire américain a jusqu'à présent consisté à mettre à niveau ou à remplacer les capacités existantes, les récentes déclarations du président Donald Trump laissent à penser que les États-Unis pourraient également élargir leur arsenal (Zala, 2019).

20. **France** : dans un discours adressé aux forces armées françaises en janvier 2018, le président Emmanuel Macron s'est engagé à renouveler les composantes navale et aérienne de l'arsenal nucléaire du pays à l'horizon 2035. Le gouvernement français allouera 37 milliards d'euros, de 2019 à 2025, au maintien et à la modernisation de son arsenal nucléaire, le montant budgété représentant près de 10 % de la hausse du budget défense (Le Point, 2018). Paris prévoit de moderniser ses quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins balistiques (SNLE), qui seront équipés d'une nouvelle version de l'ICBM M51 d'ici 2025, et a fait part de son intention de lancer une nouvelle génération de SNLE à l'horizon 2030. Un nouveau système air-sol, l'ASN4G, remplacera le missile de croisière supersonique à lancement aérien d'ici 2035 (Granholt et Rydqvist, 2018; Le Point, 2018). Simultanément, le Rafale B remplacera le Mirage 2000N en tant que principal vecteur destiné à emporter l'arsenal de missiles de croisière à lancement aérien (SIPRI, 2018).

21. **Royaume-Uni** : le Royaume-Uni est la seule puissance nucléaire qui ait réduit son arsenal nucléaire à une composante navale (Zala, 2019). Les sous-marins du programme nucléaire *Trident* remplaceront les quatre SNLE vieillissants dans l'arsenal britannique actuel. Les nouveaux sous-marins de la classe *Dreadnought* devraient être mis en service au début des années 2030 (SIPRI, 2018). Le Royaume-Uni travaille aussi à la prolongation de la durée de service de ses missiles *Trident II* (Zala, 2019). Le coût de ces travaux de modernisation, budgété au départ à 31 milliards de livres sterling et majoré de 10 milliards supplémentaires pour couvrir de possibles hausses, pourrait augmenter dans le sillage d'importants dépassements de coûts liés à l'appareil propulsif des réacteurs nucléaires (SIPRI, 2018). En mai 2018, la cour des comptes (*National Audit Office*) a averti qu'un supplément de 2,9 milliards de livres sterling serait nécessaire, au cours des 10 prochaines années, pour pouvoir mener à bien les projets de modernisation nucléaire (Polianskaya, 2018).

La modernisation de l'arsenal nucléaire de l'OTAN

22. Les initiatives états-uniennes de modernisation nucléaire incluront la mise à niveau de leurs bombes nucléaires déployées à l'avant sur des bases européennes. Cela exigera donc aussi une modernisation des installations dans lesquelles ces armes sont stockées et des avions à capacité duale utilisés comme vecteurs pour transporter ces armes en cas d'urgence. Les États-Unis et les Alliés sont déjà en train de prendre les mesures nécessaires à cet égard.

23. Dans le cadre de leur programme de modernisation plus large des systèmes d'armes nucléaires, les États-Unis s'emploient à mettre à niveau les bombes à gravité B61 actuellement déployées à l'avant en Europe. La nouvelle version de cette bombe nucléaire, la B61-12 guidée, résulte de la synthèse de cinq variantes de la B61. Cette nouvelle bombe nucléaire guidée à faible puissance est attendue pour la prochaine décennie et son coût total de production est estimé entre 7,5 et 10 milliards de dollars américains (GAO, 2018).

24. Lockheed Martin s'est vu attribuer le contrat de 350 millions de dollars américains pour adapter l'avion d'attaque interarmées F-35 de sorte à le rendre capable de transporter et de tirer la nouvelle B 61-12. À ce jour, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et la Turquie¹⁶ ont choisi le F-35A pour remplacer leurs avions à capacité duale (IISS, 2019). L'Allemagne a décidé de remplacer ses

¹⁶ En réaction à la décision prise par la Turquie d'acquérir le système de défense aérienne S-400, les États-Unis ont annoncé, début avril, qu'ils suspendraient la livraison d'équipements nécessaires à la mise en œuvre des F-35A en Turquie (<https://www.defensenews.com/air/2019/04/01/us-stops-f-35-fighter-jet-parts-delivery-to-turkey/>). La situation continuait d'évoluer au moment de la rédaction du présent projet de rapport.

Tornado PA-200 actuels par l'*Eurofighter*, mais elle n'a pas précisé si elle achètera des F-35A en supplément pour lui permettre de remplir ses missions à capacité duale (Andreasen et al., 2018).

25. **Russie** : à l'instar des États-Unis, la Russie est en train de moderniser sa triade nucléaire. Ces 15 dernières années, la Russie a œuvré à la modernisation de ses capacités ICBM, accordant la priorité au déploiement de la version MIRV (corps de rentrée à têtes multiples indépendamment guidées) des RS-12 (Podvig, 2018). Elle s'emploie à développer aussi le RS-28 Sarmat (ou « Satan 2 »), un nouvel ICBM lourd à carburant liquide équipé de MIRV (IISS, 2019). Bien que le programme de substitution se soit déroulé plus lentement que prévu, le remplacement des derniers ICBM datant de l'époque soviétique devrait être terminé pour 2024. La Russie est également en train de moderniser ses infrastructures nucléaires, comme les silos, centres ou garnisons (SIPRI, 2018).

26. Simultanément, la composante navale bénéficie d'initiatives de modernisation similaires. Une nouvelle version des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins balistiques (SNLE), la classe Boreï, vient remplacer progressivement les derniers Delta datant de l'époque soviétique. Trois sous-marins de la classe Boreï sont déjà opérationnels, tandis que cinq autres de conception améliorée pourraient être déployés au cours des trois prochaines années (SIPRI, 2018). Enfin, après avoir modernisé la plupart de ses bombardiers Tu-95MS, la Russie a annoncé qu'elle s'employait désormais à mettre au point les deux prochaines générations de bombardiers : les Tu-160M2, dont la fabrication devrait commencer après 2023 ; et les PAK-DA, qui devraient être testés en 2021 et livrés au milieu des années 2020. Certains analystes s'interrogent toutefois sur la capacité de la Russie à mener à bien, simultanément, le développement et la production de deux bombardiers stratégiques (Zala, 2019).

27. En mars 2018, le président Poutine a dévoilé des projets relatifs à six nouveaux systèmes d'armes nucléaires, concernant notamment deux armes nucléaires (un drone sous-marin et un missile de croisière), un missile hypersonique à lanceur aérien et un planeur hypersonique. Il faut donc s'attendre à ce que Moscou poursuive ses efforts de modernisation nucléaire (Zala, 2019).

28. **Chine** : comme mentionné précédemment, la Chine dispose d'un arsenal nucléaire relativement petit, mais qui s'étoffe progressivement¹⁷. Selon la stratégie militaire officielle du pays, la politique nucléaire de Pékin vise à « renforcer les capacités [de la Chine] en matière de dissuasion stratégique et de contre-attaque nucléaire » en améliorant les « capacités de détection lointaine stratégique, de commandement et de contrôle, de réaction rapide, et de survivabilité et de protection » (Conseil des affaires d'État de la Chine, 2015). La stratégie nucléaire de la Chine reste donc axée sur la sécurisation de sa capacité de seconde frappe sans essayer d'aller au-delà (Rose, 2018).

29. La modernisation nucléaire de la Chine, qui a surtout amélioré la qualité plutôt que la quantité de son arsenal nucléaire, traduit sa volonté de renforcer la fiabilité de ses forces nucléaires. Pékin a accordé la priorité à l'amélioration de sa capacité à réagir au déploiement de systèmes par les États-Unis et d'autres pays, et notamment aux systèmes de défense antimissile balistique et aux systèmes d'attaque conventionnels à guidage de précision (SIPRI, 2018 ; Kulacki, 2018). Par ailleurs, la Chine est particulièrement préoccupée par les progrès des États-Unis en matière de capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance. C'est pourquoi elle s'emploie actuellement à remplacer ses missiles en silo vieillissants par des DF-41 mobiles à carburant solide dont la portée est estimée à 12 000 km. Et pour faire face au développement du système mondial de défense antimissile américain et, dans une moindre mesure, à celui des systèmes de défense antimissile indien et russe, la Chine a également mis au point plusieurs MIRV (SIPRI, 2018). Simultanément, la Chine développe sa composante nucléaire navale : elle a commandé quatre, peut-être même cinq SNLE nucléaires, pouvant être équipés de MSBS JL-2. Le JL-2, dont la portée

¹⁷ En 2010, le stock d'ogives nucléaires de la Chine était estimé à 240 têtes environ. Il est passé à 250 têtes en 2014 et à 280 têtes en 2018 (SIPRI, 2018).

peut atteindre 7 200 km, « dotera Pékin de sa première dissuasion nucléaire embarquée » (Stewart, 2017).

V. QUEL AVENIR POUR LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ?

30. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, les États-Unis et leurs Alliés avaient été contraints de réagir au déploiement, par la Russie, de missiles SS-20 à portée intermédiaire, ce qui avait fait craindre aux Alliés que la Russie serait en mesure de « découpler » l'Amérique du Nord des pays européens de l'OTAN en sapant la volonté des États-Unis de défendre leurs Alliés en cas de conflit avec l'Union soviétique. Cela a donné lieu à une approche « à deux niveaux » qui a consisté à déployer en Europe des systèmes antimissiles équivalents par les États-Unis pour contrebalancer tout avantage éventuel de la Russie et engager des négociations en vue de poursuivre la maîtrise des armements. Le déploiement de missiles de croisière et de Pershing II par les États-Unis a déclenché d'importants mouvements de protestations de la part des populations en Europe, qui se sont élevées contre le déploiement à l'avant de nouveaux systèmes antimissiles états-uniens (Lunn et Williams, 2019). La crise des euromissiles a permis aux dirigeants de l'Alliance de réaliser à quel point la poursuite sérieuse de négociations sur la maîtrise des armements a été déterminante pour le retour d'une période d'accalmie nucléaire en Europe (Lunn et Williams, 2019).

31. Le 20 octobre 2018, le président Trump avait annoncé son intention de faire sortir les États-Unis du traité historique sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (traité FNI) signé en 1987, lequel visait à éliminer tous les missiles de croisière et missiles balistiques lancés depuis le sol et ayant une portée se situant entre 500 et 5 500 km. Les problèmes rencontrés aujourd'hui avec le traité FNI remontent à 2004. À l'époque, la Russie avait demandé aux États-Unis si un retrait mutuel du traité était envisageable. Depuis, les désaccords au sujet du maintien du traité ont persisté. Les États-Unis sont convaincus que la Russie ne respecte plus officiellement le traité depuis 2014, mais les désaccords bilatéraux au sujet du respect du traité seraient antérieurs à cette date, selon certaines sources (IISS, 2019). Plus précisément, les États-Unis sont préoccupés par les RS-26 et les programmes de missile 9M729 de la Russie, sachant que les RS-26 sont antérieurs aux 9M729 et que c'est le système de missiles 9M729 qui a « sonné le glas » du traité FNI (IISS, 2019; SIPRI 2018). D'après le *New York Times*, des missiles 9M729 auraient été déployés en février 2017 (Gordon, 2017).

32. Depuis l'administration Obama, les États-Unis ont déployé des efforts diplomatiques approfondis pour exhorter la Russie à revenir à un respect du traité FNI. Mais en dépit de ces efforts, des sanctions économiques et du recours à la messagerie militaire, la Russie a refusé d'obtempérer, invoquant des arguments spécieux à propos d'un soi-disant non-respect de la part des États-Unis sur la même période (IISS, 2019). Suite à la déclaration des États-Unis concernant le non-respect du traité FNI par la Russie, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a appelé la Russie à respecter pleinement le traité. Résumant la position de l'Alliance au sujet des préoccupations de non-respect par la Russie, M. Stoltenberg a déclaré : « L'OTAN a exhorté maintes fois la Russie à répondre à ces préoccupations de manière substantielle et transparente, et à engager activement un dialogue constructif avec les États-Unis » (OTAN, 2018). La Russie a répondu à cette crise grandissante en annonçant son propre retrait du traité en février 2019.

33. La tombée en désuétude du traité FNI risque de perturber l'architecture mondiale de maîtrise des armements qui existe depuis la fin de la guerre froide. Le retrait prévu de Washington du traité FNI remet en question la possibilité d'un renouvellement du nouveau traité START, qui arrivera à expiration en 2021. Le nouveau traité START est crucial pour limiter le nombre de nouvelles ogives dans les arsenaux des États-Unis et de la Russie, et le traité dispose de puissants mécanismes de vérification qui promeuvent la confiance mutuelle à une époque où ces mécanismes font cruellement défaut.

34. La décision de suspendre le traité FNI témoigne des fortes pressions qui pèsent actuellement sur le modèle classique de la maîtrise des armements nucléaires. Ce genre d'accords, qui reposent en grande partie sur des ententes bilatérales entre les États-Unis et la Russie, sont de plus en plus menacés par le retour d'une concurrence multipolaire entre grandes puissances et les rapides progrès technologiques. En mettant en péril la stabilité de la maîtrise et de la fabrication des armes nucléaires, cette dégradation de la situation ouvre la voie à une nouvelle époque du réarmement et partant, à une course déstabilisante aux armements.

VI. CONCLUSIONS PROVISOIRES ET RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DES PAYS MEMBRES DE L'OTAN

35. Après près de trois décennies d'efforts collectifs pour réduire les stocks d'armes nucléaires, une tendance inquiétante à la modernisation et, dans certains cas, à l'expansion du nucléaire est apparue ces dernières années. Si la course mondiale aux armements nucléaires a certainement été déstabilisante pendant la guerre froide, une nouvelle course aux armements nucléaires serait à la fois plus vraisemblable et plus dangereuse en raison de l'augmentation du nombre d'acteurs, entretenant des liens complexes entre eux et stimulés par les nouvelles technologies.

36. Les nouveaux systèmes nucléaires seront plus coûteux ainsi que plus vulnérables que les anciens. Les progrès réalisés dans les domaines de la cybernétique, de l'intelligence artificielle, des systèmes de défense antimissile balistique, des armes antisatellites et sous-marines, et des capacités de frappe de précision, rendent plus difficile la défense des forces stratégiques. Les systèmes modernes de commande et de contrôle seront tributaires de systèmes de communications électroniques potentiellement piratables. Par ailleurs, les avancées technologiques, avec notamment l'arrivée prochaine d'une nouvelle génération de missiles hypersoniques, réduit l'espace de décision nécessaire pour un commandement et un contrôle efficaces des arsenaux nucléaires.

37. À la lumière des réalités décrites plus haut concernant l'environnement nucléaire contemporain, on peut se demander si les dirigeants politiques auront le temps de réagir en cas de crise ? Réagiront-ils plus rapidement par une frappe nucléaire s'ils jugent leurs forces stratégiques trop vulnérables dès le début d'un conflit ?

38. Il va de soi qu'une hausse du nombre d'armes nucléaires dans le monde accroît les risques d'accident et de vols. Des défis liés à la sûreté et à la sécurité des stocks et au savoir-faire peuvent également se poser, de nombreux groupes terroristes admettant ouvertement chercher les moyens d'acquérir des capacités nucléaires, sous n'importe quelle forme que ce soit.

39. Les parlementaires des pays de l'OTAN ont le devoir de se tenir informés de l'évolution de la politique nucléaire de l'Alliance face au double défi représenté par la nouvelle modernisation des forces, d'une part, et par la détérioration du cadre de non-prolifération nucléaire, d'autre part. L'émergence de nouveaux systèmes modernisés d'armes nucléaires déployés à l'avant font déjà l'objet de critiques parmi les législateurs et les populations civiles, en Europe et ailleurs. Il est important d'avoir la capacité d'apporter des réponses éclairées à ces voix dissidentes qui s'élèvent au sein des circonscriptions.

40. Il est clair qu'un nouveau débat sur la manière de réagir face à la mise au point (et au probable déploiement) des 9M729 par la Russie est en train de se profiler au sein de l'Alliance. Des discussions seront menées sur la suffisance du dispositif actuel et sa dépendance vis-à-vis des forces stratégiques états-uniennes, françaises et britanniques. Des appels seront certainement lancés en faveur du déploiement allié d'un système de missiles similaire en Europe pour contrebalancer tout avantage éventuel de la Russie. Pour savoir comment bien gérer ce genre de débat, les dirigeants politiques des pays de l'Alliance devraient réexaminer le modèle de la dernière

crise ayant déstabilisé les systèmes d'armes nucléaires en Europe, le principal enseignement à en tirer étant qu'aucune nouvelle mesure militaire ne saurait être prise sans qu'un effort soit fait simultanément pour renouveler les accords négociés sur la maîtrise des armements.

41. Enfin, comme cela a été dit aux membres de la commission de la défense et de la sécurité lors de la visite qu'ils ont effectuée en mars 2019 au commandement états-unien pour la région Indo-Pacifique, le cadre de ce débat va bien au-delà des frontières de l'Alliance. La rapidité avec laquelle on souhaite développer et déployer de nouveaux types de systèmes antimissiles s'explique en partie par une volonté de réagir face à l'arsenal grandissant de la Chine, laquelle n'a jamais été liée par le traité FNI. Et à bien des égards, la crise actuelle relative à ce traité préfigure la manière dont la Chine pourrait avoir un impact sur l'Alliance de demain.

ANNEXE : GROS PLAN SUR LES PROGRAMMES DE MODERNISATION NUCLÉAIRE DE L'INDE, DU PAKISTAN ET D'ISRAËL

Inde : on pense que l'Inde possède sept systèmes à capacité nucléaire : deux avions, quatre missiles balistiques à lanceur terrestre et un missile balistique embarqué (Kristensen et Korda, 2018). Par ailleurs, le pays s'emploie à développer au moins cinq nouveaux systèmes dans le cadre de la modernisation de sa triade nucléaire. Sur terre, l'Inde cherche à étendre la portée de son missile Agni : la fabrication de son missile Agni-IV à portée intermédiaire devrait démarrer prochainement, tandis que le missile Agni-V¹⁸, qui place le pays au seuil du club des puissances dotées d'engins intercontinentaux, entre dans ses dernières phases d'essai. Certains pensent que l'Inde est également en train de mettre au point un véritable ICBM, l'Agni-VI (Kristensen et Korda, 2018). Dans les airs, Delhi met actuellement à niveau sa flotte de Mirage 2000 et de Jaguar IS/IB Shamsheer pour essayer d'allonger leur durée de vie et d'améliorer leurs capacités. En théorie, le pays pourrait aussi modifier les 36 avions de chasse Rafale qu'il a récemment commandés et les doter d'une capacité nucléaire (Kristensen et Korda, 2018). Par ailleurs, l'Inde cherche à élargir sa composante navale – qui est le plus récent ajout à ses forces nucléaires – grâce à l'acquisition de deux, voire quatre, SNLE (Gady, 2017). Enfin, il convient de noter que l'Inde, que l'on estime posséder suffisamment de plutonium de qualité militaire pour produire 150 à 200 ogives, est en train de construire de nouveaux réacteurs destinés à la production de plutonium. Cela montre bien la volonté de Delhi d'accroître ses ressources en plutonium pour les missiles qu'elle est en train de développer (Kristensen et Korda, 2018). Cette stratégie nucléaire expansive laisse à penser que le pays élargit sa perspective de la menace de sorte à inclure la Chine dans ses efforts de longue date pour contrer le Pakistan (Kristensen et Korda, 2018).

Pakistan : on pense que le Pakistan a le programme nucléaire qui progresse le plus rapidement, bien que les projections relatives à l'augmentation de la taille et de la portée du programme varient considérablement (Zala, 2019). Tout comme l'Inde, le Pakistan augmente sa production de matières fissiles. Islamabad a concentré ses efforts de modernisation sur les missiles basés à terre : le pays cherche à étendre la portée du missile balistique à courte portée Shaheen-I et celle du missile à moyenne portée Shaheen-II (MRBM). De plus, Islamabad s'emploie à développer un nouveau MRBM équipé de MIRV, l'Ababeel (SIPRI, 2018). Le Pakistan a accordé la priorité au développement de missiles de portée relativement limitée, signalant ainsi sa volonté de renforcer l'aspect tactique de son arsenal nucléaire (SIPRI, 2018). Avec sa politique nucléaire, le pays vise une « posture de dissuasion globale », c'est-à-dire couvrant l'ensemble des trois niveaux nucléaires (stratégique, opérationnel et tactique). Il s'agit d'une réponse directe à la doctrine de « démarrage à froid » (*Cold Start*) de l'Inde, qui est une stratégie de guerre limitée consistant à lancer rapidement des opérations offensives conventionnelles limitées par le biais d'unités stationnées à la frontière. Compte tenu de la portée limitée des offensives, le Pakistan ne serait pas en mesure de justifier un recours à l'arme nucléaire pour répondre à une attaque de l'Inde (Sankaran, 2014). Dans une moindre mesure, Islamabad modernise aussi son escadron d'avions de chasse à capacité nucléaire en remplaçant ses Mirage vieillissants par des JF-17 Thunder, développés conjointement avec la Chine (SIPRI, 2018). Enfin, conformément à ses ambitions de parité avec l'Inde, le Pakistan cherche à développer sa force nucléaire embarquée. À cette fin, il s'attelle à la mise au point d'un missile de croisière à lanceur sous-marin (SLCM), le Babur-3 (SIPRI, 2018). La politique nucléaire du Pakistan reste donc étroitement liée à la position de l'Inde en la matière (Zala, 2019).

Israël : Israël élargit la portée de ses missiles balistiques. Le pays est suspecté d'avoir déployé un missile à portée intermédiaire, le Jericho III, en 2011 et testé sa version ICBM en 2013 (SIPRI, 2018). Certains ont également indiqué qu'Israël aurait mis au point des missiles de croisière à lanceur naval (SLCM) et à tête nucléaire, mais cela n'a pas été confirmé (SIPRI, 2018).

¹⁸ Techniquement parlant, le missile Agni-V, d'une portée d'environ 5 000 km, n'appartient pas à la catégorie des ICBM (généralement d'une portée de plus de 5 500 km). Mais cela a fait l'objet de discussions étant donné que ce missile donne à l'Inde la capacité de frapper la Chine (Keck, 2018).

BIBLIOGRAPHIE

- Andreasen, Steve, Isabelle Williams, Brian Rose, Hans M. Kristensen, and Simon Lunn, "Building a Safe, Secure and Credible NATO Nuclear Posture", Nuclear Threat Initiative, janvier 2018. https://media.nti.org/documents/NTI_NATO_RPT_Web.pdf
- Arms Control Association, "US Nuclear Modernization Programs", août 2018, <https://www.armscontrol.org/factsheets/USNuclearModernization>
- Conseil des affaires de l'État de Chine, China's Military Strategy, Defense White Paper, section 4 (Bureau d'information du Conseil des affaires de l'État : Pékin, mai 2015). Cité dans SIPRI, 2018
- Bureau budgétaire du Congrès, "Projected Costs of US Nuclear Forces, 2019 to 2028", janvier 2019
- De Freytas-Tamura, Kimiko and Lyons, Patrick J., "Why a Trident Missile Test is Rocking British Politics", The New York Times, 23 janvier 2017, <https://www.nytimes.com/2017/01/23/world/europe/uk-theresa-may-trident-nuclear-missile.html>
- Département de la défense des États-Unis, Nuclear Posture Review 2018, Office of the Secretary of Defense, février 2018. <https://media.defense.gov/2018/Feb/02/2001872886/-1/-1/1/2018-NUCLEAR-POSTURE-REVIEW-FINAL-REPORT.PDF>
- Gady, Franz-Stefan, "India Launches Second Ballistic Missile Sub", The Diplomat, 13 décembre 2017, <https://thediplomat.com/2017/12/india-launches-second-ballistic-missile-sub/>
- Granholm, Niklas and Rydqvist, John, "Nuclear weapons in Europe: British and French deterrence forces", FOI, avril 201
- Keck, Zachary, "India can now attack any target (or city) in China with a nuclear weapon", The National Interest, 3 juillet 2018 <https://nationalinterest.org/blog/buzz/india-can-now-attack-any-target-or-city-china-nuclear-weapon-24977>
- Kristensen H. M. and Korda M., "Indian nuclear forces", *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol.74, no.6, 2018, pp.361-366, DOI: 10,1080 (00963402,2018)3431533162
- Kristensen H. M. and Korda M., "Indian nuclear forces", *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol.74, no.3, 2018, pp.185-195, DOI: 10,1080 (00963402,2018)3431462912
- Kristensen H. M. and Korda M., "États-Unis nuclear forces", *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol.74, no.2, 2018, pp.120-131, DOI: 10,1080 (00963402,2018)3431533162
- Kulacki, Gregory, "China's Nuclear Force: Modernizing from Behind", Union of Concerned Scientists, janvier 2018, <https://www.ucsusa.org/nuclear-weapons/us-china-relations/nuclear-modernization>
- Le Point, « La coûteuse modernisation de la dissuasion nucléaire », 21 juin 2018
- Lunn, Simon and Nicholas Williams, "The Demise of the INF Treaty: What are the consequences for NATO?" *European Leadership Network: ELN Policy Brief*, février 2019.
- Mason, R. and Asthana, A., "Common votes for Trident renewal by majority of 355", *The Guardian*, 18 juillet 2016, <https://www.theguardian.com/uk-news/2016/jul/18/mps-vote-in-favour-of-trident-renewal-nuclear-deterrent>
- OTAN, Déclaration du sommet de Bruxelles 2018, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_156624.htm?selectedLocale=fr
- Podvig, Pavel, "Russia's Current Nuclear Modernization and Arms Control", *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, vol.1, no.2, 2018, pp.256-267, DOI: 10,1080 (25751654,2018)3431533162
- Polianskaya, Alina, "Ministry of Defence faces £2.9bn shortage in Trident nuclear renewal programme, NAO warns", *The Independent*, 22 mai 2018, <https://www.independent.co.uk/news/trident-renewal-uk-nuclear-programme-cost-spending-nao-ministry-of-defence-government-a8362516.html>
- Sankaran, Jaganath, "Pakistan's Battlefield Nuclear Policy: A Risky Solution to an Exaggerated Threat.", *Quarterly Journal: International Security*, vol. 39. no. 3, Winter, 2014/15, pp. 118-151
- SIPRI, *Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford: Oxford University Press, 2018
- Zala, Benjamin, How the next nuclear arms race will be different from the last one, *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 75, no. 1, 2019, 36-43, DOI: 10.1080/00963402.2019.1555999